



PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

EDITION SPECIALE
n° 43 du 21 octobre 2010

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 22 octobre 2010

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	1128
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1128
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS	1128
Bureau des ressources humaines et de l'action sociale	1128
Extrait de l'arrêté du 13 octobre 2010 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2010 portant réquisition éventuelle de certains fonctionnaires en période de grève	1128
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	1128
DIRECTION DE LA SECURITE DE L'AVIATION CIVILE NORD-EST	1128
Arrêté du 14 octobre 2010 portant délégation de signature en matière d'administration générale	1128
AUTRES SERVICES	1129
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY	1129
Délégation de signature du 20 octobre 2010	1129

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS***Bureau des ressources humaines et de l'action sociale*

Extrait de l'arrêté du 13 octobre 2010 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2010 portant réquisition éventuelle de certains fonctionnaires en période de grève

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'il y a lieu de restreindre le droit de grève de certains fonctionnaires de la préfecture et des sous-préfectures du département de la Meurthe-et-Moselle en vue d'assurer la continuité des missions essentielles dévolues à l'autorité préfectorale ;

ARRETE

Article 1er : Les fonctionnaires de tous grades affectés aux standards des sous-préfectures sont ajoutés à la liste des fonctionnaires figurant à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2010 précité qui sont susceptibles d'être astreints par arrêté préfectoral à exercer leurs fonctions en cas de grève.

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter de sa publication sur le recueil des actes administratifs.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 13 octobre 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**DIRECTION DE LA SECURITE DE L'AVIATION CIVILE NORD-EST**

Arrêté du 14 octobre 2010 portant délégation de signature en matière d'administration générale

Le directeur de la sécurité de l'aviation civile nord-est,

VU

- la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et notamment son article 79,
- le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements et notamment l'article 38 4°,
- l'arrêté du 23 septembre 2010 nommant Gérard LEFEVRE, directeur de la sécurité de l'aviation civile nord-est à compter du 11 octobre 2010 ;
- l'arrêté préfectoral du département de Meurthe et Moselle n° 10.BI.41 du 14 octobre 2010 portant délégation de signature à M. Gérard LEFEVRE, directeur de la sécurité de l'aviation civile nord-est,

ARRETE

Article 1er - En application de l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à M. Gérard LEFEVRE, directeur de la sécurité de l'aviation civile nord-est, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- M. Philippe NAAS, chef de cabinet du directeur de la sécurité de l'aviation civile nord-est, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Gérard LEFEVRE ;
- M. Rémy MERTZ, chef du département surveillance et régulation, en cas d'absence ou d'empêchement de MM. Gérard LEFEVRE et Philippe NAAS ;

Et cela pour l'ensemble des alinéas suivants :

1. de prononcer la décision de retenir tout aéronef français ou étranger ne remplissant pas les conditions pour se livrer à la circulation aérienne prévues par le livre 1er du code de l'aviation civile ou dont le pilote a commis une infraction au sens de ce code ;
2. de prononcer les mesures d'interdiction de survol du département ;
3. de prescrire le balisage de jour et de nuit de tous les obstacles jugés dangereux pour la navigation aérienne ;
4. de délivrer, mettre en demeure d'apporter les mesures correctives nécessaires, suspendre ou retirer l'agrément des organismes d'assistance en escale ;
5. de sélectionner les prestataires d'assistance en escale, lorsque cette sélection ne relève pas du gestionnaire de l'aérodrome ;
6. de soumettre à l'avis du conseil supérieur de l'infrastructure et de la navigation aérienne (CSINA) la création d'un aérodrome de catégorie D destiné à être ouvert à la circulation aérienne publique ;
7. de signer les décisions d'octroi, de retrait ou de suspension des agréments des organismes chargés d'assurer les services de lutte contre l'incendie des aéronefs et les services chargés du péril animalier sur les aérodromes ;
8. de créer la commission d'aptitude SSLIA et d'organiser l'examen théorique de présélection du responsable du service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aérodromes ;
9. de valider les formations, de signer les décisions d'octroi, de retrait ou de suspension des agréments des personnels chargés du service de sauvetage et de lutte contre l'incendie ;
10. de déterminer les périodes minimales de mise en œuvre des mesures relatives au péril animalier ;
11. de contrôler le respect des dispositions applicables au service de sauvetage et de lutte contre l'incendie par les exploitants d'aérodromes ou les organismes auxquels ils ont confié le service ;
12. d'autoriser le redécollage d'aéronefs ayant dû se poser en campagne suite à des problèmes graves, à l'exclusion des aéronefs venant de l'étranger ou s'y rendant ;
13. de délivrer les agréments concernant les "agents habilités" (article R 321-3 du code de l'aviation civile) et les « chargeurs connus » (article R 321-4 du code de l'aviation civile) ;
14. de signer les dérogations aux hauteurs minimales de survol hors agglomération (autorisation de vols rasants).

En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Gérard LEFEVRE, Philippe NAAS et Rémy MERTZ, la délégation de signature prévue à l'article premier ci-dessus est exercée :

- par Mme Sophie LEJEUNE, déléguée pour la Lorraine et la Champagne-Ardenne, pour les alinéas 2, 3, 9 et 12
- par M. Jacques ISNARD, chef de la division sûreté de la direction de la sécurité de l'aviation civile nord-est, pour l'alinéa 13.

Article 2 - Le directeur de la sécurité de l'aviation civile nord-est est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le trésorier payeur général de région.

Entzheim, le 14 octobre 2010

Le directeur de la sécurité de l'aviation civile nord-est,
Gérard LEFEVRE

AUTRES SERVICES

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

Délégation de signature du 20 octobre 2010

Monsieur Philippe VIGOUROUX, directeur général du CHU :

Vu la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière

Vu le décret n°92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs d'établissement

Vu le décret du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du CHU de Nancy

Article 1er : Donne délégation à Anne-Lucie BOULANGER, directrice adjointe, directrice des affaires médicales, pour signer au nom et place du Directeur général, toutes pièces administratives relatives au personnel médical :

- étudiants hospitaliers (médecins, pharmaciens, odontologistes) (y compris affectations)
- internes en médecine, en pharmacie et en odontologie et faisant fonction d'internes (y compris affectations et conventions diverses)
- assistants spécialistes et généralistes (y compris avis et contrats de recrutements et contrats d'engagement d'exercice)
- praticiens attachés et praticiens attachés associés, praticiens contractuels et praticiens adjoints contractuels (y compris les contrats de recrutement et avenants, contrats d'engagement d'exercice)
- professeurs des universités - praticiens hospitaliers (PU-PH), maîtres de conférences des universités - praticiens hospitaliers (MCU-PH), praticiens hospitaliers (PH) et praticiens hospitaliers à titre provisoire, praticiens hospitaliers universitaires (PHU), assistants - chefs de clinique (ACC), assistants hospitaliers universitaires (AHU), pour ce qui concerne les congés, déplacements, ordres de mission, attestations, conventions d'activité extérieure d'intérêt général, contrats d'engagement de service public exclusif et les autorisations de remplacement pour ACC et AHU. Donne délégation secondaire à Aurore MALGRAS, Chantal BRUNAUD et Grégoire RICHARD attachées d'administration hospitalière et à Stephan APPARU et Dominique RICETTI, adjoints des cadres hospitaliers, pour signer l'ensemble de ces pièces administratives relatives au personnel médical.

Article 2 : Donne délégation à Anne-Lucie BOULANGER pour signer au nom et place du Directeur général, les assignations des personnels médicaux, ainsi que des internes et faisant fonction d'internes, nécessaires à la continuité des soins et à la sécurité des malades, dans le cadre du service minimum.

Donne délégation secondaire à Aurore MALGRAS, Chantal BRUNAUD, Grégoire RICHARD, Stephan APPARU et Dominique RICETTI pour signer ces assignations des personnels médicaux, ainsi que des internes et faisant fonction d'internes, nécessaires à la continuité des soins et à la sécurité des malades, dans le cadre du service minimum.

Article 3 : Donne délégation principale à Anne-Lucie BOULANGER, pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la direction des affaires médicales et de la recherche, en termes d'engagement et de liquidation de dépenses. La liste des comptes concernés est communiquée au bénéficiaire de la délégation : elle est également communiquée au Comptable du CHU. Donne délégation secondaire à Aurore MALGRAS, Chantal BRUNAUD, Grégoire RICHARD, Stephan APPARU et Dominique RICETTI pour ces mêmes comptes, en terme d'engagement et de liquidations de dépenses.

Article 4 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour le titulaire :

- de respecter les procédures réglementaires
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la direction des affaires financières.
- de rendre compte mensuellement à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 5 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 6 : La présente délégation se substitue à la délégation du 8 juin 2010

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 octobre 2010

Le directeur général, président du directoire,
Philippe VIGOUROUX

